

En Syrie, la coalition laïque à appelé les minorités à s'unir contre le régime

mardi 27 septembre 2011, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 18 septembre 2011).

Les partis d'opposition laïcs ont lancé, hier [17 septembre], une coalition prônant l'instauration d'un Etat laïc, si Bachar Al Assad quitte le pouvoir, déterminés à ne pas laisser les islamistes dominer l'opposition syrienne en exil, rapporte l'AFP.

Chrétiens, assyriens ou syriaques, musulmans sunnites kurdes ou arabes, tous laïcs, une quarantaine d'opposants syriens venant de Washington, de Berlin, du Qatar ou de Norvège, se sont réunis samedi et dimanche à Paris au sein de la toute nouvelle Coalition des forces laïques et démocratiques syriennes (CFLD). « *La Syrie de demain doit être pluraliste et pas dominée par les islamistes* », a indiqué Randa Kassis, porte-parole de la coalition et membre du parti Hadatha. « *Il s'agit de montrer qu'il n'y a pas que les islamistes, les fanatiques, il y a nous aussi* », a confirmé Bassam A Bitar, un chrétien syrien membre d'Alenfetah, un parti basé à Washington. Après des mois de contestation sans précédent réprimée dans le sang par le régime du président syrien Bachar Al Assad, il est toujours très difficile de mesurer le poids de chaque courant d'opposition dans les rues de Damas, Hama ou Homs. Les observateurs retiennent communément la prépondérance de trois mouvements, à savoir, les « nationalistes » arabes, les « libéraux » et les « islamistes ». « *Le problème des islamistes, c'est l'aspect répressif de leur idéologie. Nous n'allons pas remplacer l'esprit répressif (de Bachar Al Assad) par un autre* », a déclaré Randa Kassis. Bassam A Bitar met en cause le soutien des Turcs aux Frères musulmans, estimant qu'Ankara ne veut pas de l'« *émergence d'un Etat laïc syrien* ». Mais conscients que l'opposition a tout à gagner à unifier ses forces, certains opposants laïcs prônent un dialogue constructif avec les « *éléments les plus modernes* » parmi les islamistes. « *Laïcs et islamistes n'arrivent pas à se mettre d'accord pour l'instant, c'est un processus lent, mais il y a des éléments des deux côtés qui peuvent réussir à faciliter le dialogue* », a observé Bassam A Bitar.

Cette coalition laïque apparaît alors que deux instances de l'opposition ont récemment vu le jour en Turquie. Le « Conseil national », créé fin août à Istanbul, et qui, selon les laïcs, est majoritairement composé d'islamistes. Réuni jeudi dans cette ville, il a dévoilé une partie de la liste de ses 140 membres. Le Conseil national de transition syrien, né fin août à Ankara, est lui dirigé par l'une des personnalités les plus en vue de l'opposition syrienne en exil, Burhan Ghalioun, reçu vendredi au Quai d'Orsay. Ce dernier a demandé à la CFLD de mettre la « *question de la laïcité dans le contexte de la révolution* », manière de les appeler à ne pas se tromper d'ennemi et à arriver à une opposition unifiée.

Des lignes de fracture existent également entre Kurdes et Arabes, ainsi qu'entre chrétiens et musulmans. Nombre d'opposants kurdes, dont la communauté représente 20% de la population syrienne, ont ainsi claqué la porte du Conseil national qui proposait une « République arabe syrienne ». « *Les Arabes sont mes frères, mais je ne suis pas arabe. Je suis syrien et kurde, je ne pouvais pas accepter une telle dénomination* », a expliqué hier un chef tribal kurde, Murshid Al Kheznawi. « *C'est le problème de la culture nationaliste arabe* », a relevé un politologue libanais Ziad Majed. « *La tolérance religieuse est plus forte que la tolérance ethnique et il n'y a pas assez*

d'efforts du côté arabe », estime-t-il.

La coalition laïque a appelé les minorités à s'unir contre le régime alors qu'elles hésitent à se joindre au mouvement de contestation par peur des représailles du régime et de l'arrivée d'islamistes au pouvoir. « *Nous encourageons les minorités religieuses à participer à la révolution syrienne* », a déclaré Bassam A Bitar. « *C'est le moment d'unifier toutes nos forces* », a indiqué Randa Kassis. Par ailleurs, l'opposant syrien, Radwan Ziadeh, a appelé les pays occidentaux à « *utiliser leur influence* » pour faire adopter une résolution à l'ONU estimant que « *personne ne soutient le combat pour la liberté* » en Syrie, car il n'y a « *pas de pétrole* », dans un entretien publié hier dans *Libération* et repris par l'AFP. « *Il est très frustrant de voir que comme on n'a pas de pétrole, personne ne soutient le combat des Syriens pour la liberté* », a déclaré dans cette interview au quotidien français R. Ziadeh, fondateur du Centre de Damas d'étude des droits de l'homme, alors que s'ouvre mardi la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Les pays occidentaux « *pourraient davantage utiliser leur influence pour faire enfin adopter une résolution aux Nations unies* », affirme Ziadeh qui vit à Washington. « *Les Européens devraient davantage travailler avec l'opposition syrienne, l'aider à opérer depuis l'étranger. Américains et Européens peuvent aussi pousser la Ligue arabe pour l'amener à une position plus conséquente : en Libye, la Ligue arabe a été faiseur de roi et en Syrie, elle ne fait rien. Les Occidentaux pourraient également envisager de rompre leurs relations diplomatiques avec la Syrie* » et « *Paris devrait prendre l'initiative sur la Syrie comme elle l'a fait en Libye* », poursuit-il. R. Ziadeh a indiqué que les opposants syriens commencent à « *envisager le recours à une protection internationale. Ce pourrait être une no fly zone (zone d'exclusion aérienne, ndlr) avec la création d'une zone de sécurité à la frontière avec la Turquie* » dont la protection serait assurée par les forces turques et de l'OTAN. « *Mais la Turquie ne le fera pas sans couverture : il faudrait une demande de l'opposition syrienne, de la Ligue arabe, du Conseil de sécurité des Nations unies* », a-t-il dit. « *Nous encourageons les Etats-Unis et l'Europe à pousser Ankara à prendre une position plus dure* ».

La révolte en Syrie va être au menu des discussions mardi, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, du président américain, Barack Obama, et du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Face aux protestations de toutes parts et à l'appel du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à une action internationale « *cohérente* » en vue de l'arrêt des violences en Syrie, le régime reste inflexible, ses forces de sécurité et son armée poursuivant ratissages, perquisitions et arrestations.

P.-S.

* El-Watan, 18.09.11.